

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f	-	-
Etranger : France, Zaïre				
R.C.A. Gabon, Maroc.			20.000f	40.000f
Algérie, Tunisie.			23.000f	46.000f
Etranger : Autres Pays				
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f.		
Par la poste :	Majoration de 130 f.	par numéro		
Journal légalisé	900 f		Par la poste	-

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée... Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

2015

27 juillet Décret n°2015-1115 portant annulation du décret n° 2012-264 du 13 février 2012 accordant une concession pour exploitation des sables extra-siliceux à la société Industrie Africaine des Verres IAV-SA dans le périmètre de « Fas Boye-Diogo » - Région de Thiès 712

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

2015

20 juillet Décret n° 2015-1040 portant déclassement de cent un (101) hectares de la forêt classée de Kaffrine, Département de Kaffrine, région de Kaffrine au profit de l'Université du Sine Saloum de Kaolack 712

MINISTERE DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS

2015

10 juillet Décret n° 2015-981 modifiant l'article premier du décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM) 713

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 715

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

Décret n° 2015-1115 du 27 juillet 2015 portant annulation du décret n° 2012-264 du 13 février 2012 accordant une concession pour exploitation des sables extra-siliceux à la société Industrie Africaine des Verres IAV-SA dans le périmètre de " Fas Boye-Diogo " - Région de Thiès.

RAPPORT DE PRESENTATION

La Société Industrie Africaine des Verres IAV-SA ayant son siège à Sotrac-Mermoz Lot 32 Dakar Sénégal est titulaire d'une concession minière accordée par décret n° 2012-264 du 13/02/2012 pour exploitation des sables extra-siliceux dans le périmètre dénommé " Fas Boye - Diogo " dans la Région de Thiès.

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier, ladite concession minière est annulée pour non respect des engagements de travaux et de dépenses.

Telle est, Monsieur le Président de la République l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine national ;

Vu la loi n° 2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier ;

Vu le décret n° 2004-647 du 17 mai 2004 fixant les modalités d'application de la loi portant Code minier ;

Vu le décret n° 2012-264 du 13 février 2012 accordant une concession pour exploitation des sables extra-siliceux à la société Industrie Africaine des Verres IAV-SA dans le périmètre de Fas Boye-Diogo -Région de Thiès ;

Vu le décret n° 2014-845 du 06 juillet 2014 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2014-853 du 09 juillet 2014 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2015-299 du 06 mars 2015 ;

Vu le décret n° 2014-878 du 22 juillet 2014 relatif aux attributions du Ministère de l'Industrie et des Mines ;

Vu le décret n° 2015-855 du 22 juin 2015 portant composition du Gouvernement ;

Vu la convention minière entre l'Etat du Sénégal et société Industrie Africaine des Verres IAV-SA signée le 24 janvier 2012 ;

Sur proposition du Ministre de l'Industrie et des Mines.

DECRETE :

Article premier. - Le décret n° 2012-264 du 13 février 2012 accordant une concession minière pour exploitation des sables extra-siliceux à la société Industrie Africaine des Verres IAV-SA dans le périmètre dénommé " Fas Boye-Diogo " dans la Région de Thiès, est annulé conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 2003-36 du 24 novembre 2003 portant Code minier, pour non respect à ses obligations.

Art. 2. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le Ministre de l'Industrie et des Mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 27 juillet 2015

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Décret n° 2015-1040 du 20 juillet 2015 portant déclassement de cent un (101) hectares de la forêt classée de Kaffrine, Département de Kaffrine, Région de Kaffrine au profit de l'Université du Sine Saloum de Kaolack.

RAPPORT DE PRESENTATION

L'agriculture représente un enjeu de taille dans le développement économique et social du Sénégal. C'est pourquoi, lors du conseil des ministres décentralisé que la région de Kaolack a abrité en juin 2012, plusieurs mesures ont été prises par le conseil parmi lesquelles la création d'une institution à vocation agricole et des métiers connexes: l'Université du Sine Saloum de Kaolack (USSK).

L'université du Sine Saloum de Kaolack compte un certain nombre d'Unités de Formations et de Recherche réparties dans les quatre régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel.

L'implantation des Unités de Formation et de Recherche " Sciences et techniques de l'Elevage et production animale " et "Sciences sociales " étant prévue dans la forêt classée de Kaffrine. Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche avait demandé au Gouverneur de la région de Kaffrine de convoquer la commission régionale de conservation des sols afin de statuer sur le déclassement de cette forêt sur une superficie de 100ha.

La commission régionale de conservation des sols de Kaffrine réunie le 24 février 2015, a donné une suite favorable à la requête mais sur une superficie de 101 ha conformément aux données géo-

Le 18 mai 2015, la Commission Nationale de Conservation des Sols s'est réunie pour finalement adopter les conclusions de la commission régionale de conservation des sols de Kaffrine.

Cependant, le déclassement partiel de la forêt de Kaffrine au profit de l'Université du Sine Saloum de Kaolack est assorti de mesures de compensation visant à protéger et enrichir le reste de la forêt classée.

Ces mesures de compensation feront l'objet d'un protocole d'accord entre le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le département de l'Environnement et du Développement durable.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, modifiée ;

Vu la loi n° 98-03 du 08 janvier 1998 portant Code forestier, partie législative ;

Vu la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des collectivités locales, modifiée ;

Vu le décret n° 64-473 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi relative au Domaine national ;

Vu le décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national comprises dans les communautés rurales, modifié ;

Vu le décret n° 98-164 du 20 février 1998 portant application du Code forestier, partie réglementaire ;

Vu le décret n° 2014-853 du 09 juillet portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2015-299 du 06 mars 2015 ;

Vu le décret n° 2015-855 du 22 juin 2015 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le procès-verbal des délibérations de la Commission régionale de Conservation des sols de la région de Thiès en date du 18 avril 2014 ;

Vu le procès-verbal des délibérations de la Commission nationale de Conservation des sols en date du 27 mai 2014 ;

Sur le rapport du Ministre de l'Environnement et du Développement durable,

DECRETE :

Article premier. - La partie de la forêt classée de Kaffrine, située dans la région de Kaffrine, d'une superficie de cent un (101) hectares, est déclassée au profit de l'Université du Sine Saloum de Kaolack pour l'installation des unités de formation et de recherche " Sciences et Techniques de l'élevage et des productions animales " et " Sciences sociales".

Art. 2. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, le Ministre du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de vie, le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, le Ministre de l'Environnement et du Développement durable et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 20 juillet 2015

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS

Décret n° 2015-981 du 10 juillet 2015 modifiant l'article premier du décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM)

RAPPORT DE PRESENTATION

La loi n° 2015-10 du 04 mai 2015 portant code de l'aviation civile a été adoptée en remplacement de la loi n° 2002-31 du 12 décembre 2002.

L'adoption du nouveau code s'explique par l'obligation de l'Etat du Sénégal de se conformer aux dispositions communautaires et aux différents audits de l'OACI demandant aux Etats membres de créer en leur sein une autorité chargée de la supervision de l'aviation civile.

Cette fonction est présentement assurée par l'Agence nationale de l'aviation civile et de la Météorologie (ANACIM) sans que cela ne soit explicitement mentionné dans les dispositions du décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM).

Pour tenir compte de cette modification intervenue dans le nouveau code de l'aviation civile, il convient d'amender les dispositions de ce décret, notamment en son article premier pour y mentionner explicitement la fonction d'autorité de l'Aviation civile telle que prévue par l'article 3 du nouveau code.

Enfin, il est utile de préciser que le projet ne modifie pas la conformité du décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011, portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM), par rapport aux dispositions de la loi d'orientation n° 2009-20 du 4 mai 2009 sur les agences d'exécution.

Telle est l'économie du présent décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine national;

Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 et ses annexes;

Vu le Traité du 10 janvier 1994 portant création de l'UEMOA ;

Vu le Règlement n° 08/2013/CM/UEMOA du 13 septembre 2013 portant adoption du Code communautaire de l'aviation civile des Etats membres de l'UEMOA ;

Vu la loi n° 97-17 du 1^{er} décembre 1997 portant Code du travail, modifiée ;

Vu la loi d'orientation n° 2009-20 du 4 mai 2009 sur les agences d'exécution;

Vu la loi n° 2015-10 du 04 mai 2015 portant Code de l'aviation civile ;

Vu le décret n°2009-522 du 04 juin 2009 portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;

Vu le décret n° 2012-1314 du 16 novembre 2012 fixant la rémunération des Directeurs généraux, Directeurs, Présidents et Membres des Conseils de Surveillance des Agences;

Vu le décret n° 2014-845 du 06 juillet 2014 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n° 2014-853 du 09 juillet 2014 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2015-299 du 06 mars 2015 ;

Vu le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2014-1472 du 12 novembre 2014 portant régime financier et comptable des établissements publics, des agences et autres structures administratives similaires ou assimilées ;

Vu le décret n° 2015-855 du 22 juin 2015 relatif à la composition du Gouvernement;

Sur le rapport du Ministre du Tourisme et des Transports aériens,

DECRETE :

Article premier. - L'article premier du décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM) est modifié, ainsi qu'il suit :

« Il est créé une Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM) personne morale de droit public, dotée d'une autonomie administrative et financière, placée sous la tutelle technique du Ministre chargé des Transports aériens et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

L'ANACIM est l'autorité de l'Aviation civile conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°2015-10 du 04 mai 2015 portant Code de l'aviation civile.

Son siège est fixé à Dakar. »

Art. 2. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le Ministre du Tourisme et des Transports aériens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 10 juillet 2015.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Thiès

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Thiès

Suivant réquisition n° 1028, déposée le 30 avril 2015, Monsieur Pascal Dione, Chef du Bureau des Domaines de Thiès es qualité, demeurant à Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, demande l'immatriculation au livre foncier de Thiès d'un immeuble en nature de terrain à usage de verger agricole d'une contenance totale de 02ha 48a 06ca, situé à Gapp, Commune de Keur Moussa, dans le Département de Thiès et borné au Nord par une piste, à l'Est par une route et la ligne moyenne tension et de tous les côtés par des terrains du Domaine national.

1. Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte du décret 2015-273 du 04 mars 2015.

2. Qu'il n'est à sa connaissance grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Pascal DIONE*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Thiès

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Thiès

Suivant réquisition n° 1029, déposée le 30 avril 2015, Monsieur Pascal Dione, Chef du Bureau des Domaines de Thiès es qualité, demeurant à Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, demande l'immatriculation au livre foncier de Thiès d'un immeuble en nature de terrain à usage de verger agricole d'une contenance totale de 02ha 84a 22ca, situé à Bayakh, dans le Département de Thiès et borné à l'Ouest par une rue, à l'Est par une route butimée et de tous les côtés par des terrains du Domaine national.

1. Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte du décret 2014-118 du 03 février 2014.

2. Qu'il n'est à sa connaissance grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Pascal DIONE*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Thiès

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Thiès

Suivant réquisition n° 1030, déposée le 30 avril 2015, Monsieur Pascal Dione, Chef du Bureau des Domaines de Thiès es qualité, demeurant à Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais, demande l'immatriculation au livre foncier de Thiès d'un immeuble en nature de terrain à usage d'exploitation agricole d'une contenance totale de 01ha, situé à Dakhar Mbaye, Commune de Notto, dans le Département de Thiès et borné au Nord et à l'Est par des terrains du Domaine national à l'Ouest par la route départementale et au Sud par la route de Keur Dieumb.

1. Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte du décret 2015-150 du 04 février 2015.

2. Qu'il n'est à sa connaissance grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Pascal DIONE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 12 août 2015 à 9 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Diamniadio Commune de Diamniadio consistant en un terrain d'une contenance de 06ha 45a 46ca, borné au Sud-Est par le TF n° 2074/R, au Sud-Ouest par le TF 1811/R et au Nord-Ouest par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque.

Suivant réquisition du 10 février 2015 ; n° 360

Le Conservateur de la Propriété foncière,

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : AMICALE DES ANCIENS MILITAIRES ET PARAMILITAIRES DE DJILASSE (A.M.P.D)

Objet :

- regrouper l'ensemble des ressortissants de Djilasse, de Ngarigne et de Singue Boyard qui ont une fois assuré ou qui assurent encore la défense nationale ;
- consolider et renforcer davantage les liens de fraternité déjà existants ;
- promouvoir la solidarité, l'entraide et le rapprochement de ses membres.

Siège social : Camp Leclerc, Liberté 6 à Dakar.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Mamadou Marie DIOUF, *Président ;*

Mignane NDONG, *Secrétaire général ;*

M^{me} Ndiougue THIAM, *Trésorière générale.*

Récépissé de déclaration d'association n° 15.593 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 07 juillet 2015.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : ASSOCIATION SOPEY BOROM DOKHOB (A.S.B.D.)

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- contribuer pleinement au développement du pays ;
- encadrer et d'instruire les jeunes à se rendre compte de l'importance des actes civiques et de citoyenneté et de sauvegarde des biens publics.

Siège social : Quartier Islam, Cambérène à Dakar.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Ahmadou NDIAYE, *Président ;*

Mor DIAGNE, *Secrétaire général ;*

Moustapha NDIAYE, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 16684 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 02 mai 2014.

Etude de M^{re} François Sarr & Associés
Société civile professionnelle d'avocats
33, Avenue Léopold Sédar Senghor BP : 160 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription
relatif au titre foncier n°10.889/GRD (ex.6354/DG)
appartenant à la BICIS. 2-2

Société civile professionnelle de *notaires*
SECK, SOW & MBACKE
Titulaire de la Charge de Dakar III créée en 1960
(Successeur de Me Amadou Nicolas Mbaye
& de Me Boubacar Seck)
27, rue Jules Ferry x Moussé Diop

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3.423/
DP appartenant à M. Abdou DIOUM. 2-2

Etude de M^{re} Bineta Thiam Diop, *notaire*
Pikine Khourounar - Cité Sotiba n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 6114/
GRD ex. 13.403/DG appartenant à Monsieur Ibra
GUEYE. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 18.162/
DG des communes de Dakar et Gorée appartenant à
Monsieur Charles Mamadou BA. 2-2

CABINET JURIDIQUE INTERNATIONAL
INTERNATIONAL LAW OFFICE
M^{re} Seydina Issa SENE, *avocat*
Président du Réseau Juridique
Africain de Bruxelles - 92, Almadies Extension

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2808/
GW (ex. 7288/DP) appartenant à Monsieur Seydina
Issa Sène, né le 1^{er} janvier 1946 à Bambey. 2-2

Etude de M^{re} Cheikh Tidiane Faye
avocat à la Cour
Rue Ousmane Socé Diop x Rue de Kaolack - Rufisque

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2499/
de Rufisque consistant en un terrain d'une superficie
de 422m² appartenant à ce jour exclusivement au sieur
Abdoulaye Sira LY. 2-2

BANQUE MICROCRED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	ACTIF	BRUT	AMT/PROV	NET	NET
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2.927.425.030	0	2.927.425.030	2.930.515.686
A10	Valeur en caisse	2.503.371.389	0	2.503.371.389	1.918.828.897
A11	Billets et monnaies	2.503.371.389	0	2.503.371.389	1.918.828.897
A12	Comptes ordinaires débiteurs	283.508.299	0	283.508.299	1.011.686.784
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	140.545.342	0	140.545.342	0
A2H	Dépôts à terme constitués	0	0	0	0
A2I	Dépôts de garanties constitués	140.545.342	0	140.545.342	0
A2J	Autres dépôts constitués	0	0	0	0
A3A	Comptes de prêts	0	0	0	0
A3B	Prêts à moins d'un an	0	0	0	0
A3C	Prêts à terme	0	0	0	0
A60	Créances rattachées	0	0	0	0
A70	Prêts en souffrance	0	0	0	0
	Prêts immobilisés	0	0	0	0
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 à 12 mois au plus	0	0	0	0
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	41.251.307.312	850.910.266	40.400.397.046	26.534.129.89
B2D	Crédits à court terme	21.961.811.766	0	21.961.811.766	17.142.758.57
B2N	Comptes ordinaires	0	0	0	0
B30	Crédits à moyen terme	17.738.532.226	0	17.738.532.226	8.994.221.83
B40	Crédits à long terme	0	0	0	0
B65	Créances rattachées	461.483.782	0	461.483.782	384.191.47
B70	Créances en souffrances	1.089.479.538	850.910.266	238.569.272	12.958.00
	Crédits immobilisés	53.122.229	0	53.122.229	12.958.00
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	129.803.650	44.581.660	85.221.990	0
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	423.367.263	324.672.210	98.695.053	0
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	483.186.396	481.656.396	1.530.000	0
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1.039.294.370	0	1.039.294.370	983.366.79
C10	Titre de placement	0	0	0	0
C30	Comptes de stocks	419.856.190	0	419.856.190	0
C31	Stocks de marchandises	0	0	0	0
C33	Stock de fournitures	0	0	0	0
C34	Autres stocks et assimilés	419.856.190	0	419.856.190	0
C40	Débiteurs divers	139.655.557	0	139.655.557	132.123.13
C55	Créances rattachées	0	0	0	0
C56	Valeur à l'encaissement avec crédit- immédiat	0	0	0	0
C59	Valeur à rejeter	0	0	0	0
C6A	Comptes d'ordre et divers	479.782.623	0	479.782.623	851.243.65
C6B	Comptes de provision	0	0	0	0
C6C	Comptes de différence de conversion	0	0	0	0

BANQUE MICROCRED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	ACTIF	BRUT	AMT/PROV	NET	NET
C6G	Comptes de régulation actif	180.841.822	0	180.841.822	137.467.117
C6Q	Comptes transitoires				
C6R	Comptes d'attente actif	298.940.801	0	298.940.801	713.776.539
D01	VALEURS IMMOBILISEES	2.674.312.312	1.396.770.353	1.227.543.959	1.130.030.617
D0A	Immobilisations financières	0	0	0	0
D10	Prêts et titre subordonnés	0	0	0	0
D1E	Titre de participation	0	0	0	0
D1L	Titre d'investissement	0	0	0	0
D1 S	Dépôts et cautionnements	127.579.952	0	127.579.952	116.781.170
D23	Immobilisation en cours	69.710.280	0	69.710.280	36.733.004
D24	Incorporelles	0	0	0	0
D25	Corporelles	69.710.280	0	69.710.280	36.733.004
D30	Immobilisations d'exploitation	2.477.024.080	1.396.770.353	1.030.253.727	976.516.443
D31	Incorporelles	308.169.329	292.985.933	15.183.196	72.251.164
D36	Corporelles	2.118.854.951	1.103.784.420	1.015.070.531	904.265.279
D40	Immobilisation hors exploitation	0	0	0	0
D41	Incorporelles	0	0	0	0
D45	Corporelles	0	0	0	0
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	0	0	0	0
D46	Incorporelles	0	0	0	0
D47	Corporelles	0	0	0	0
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0
D51	Crédit - bail	0	0	0	0
D52	L.O.A	0	0	0	0
D53	Location-vente				
D60	Créances rattachées	0	0	0	0
D70	Créances en souffrance	0	0	0	0
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0	0
D72	Créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0	0
D73	Créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0	0
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé	0	0	0	0
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital non versé	0	0	0	0
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	0	0	0	0
E90	TOTAL DE L'ACTIF	47.842.341.024	2.247.680.619	45.594.660.405	31.578.042.985

BANQUE MICROCRED**BILAN AU 31 Décembre 2014**

CODE POSTE	PASSIF	MONTANTS	
		2014	2013
F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	19.072.164.289	11.184.459.374
F1A	Comptes ordinaires créditeurs	787.720.979	61.000
F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	0	3.293.525
F2B	Dépôts à terme reçus	0	3.293.525
F2C	Dépôts de garantie reçus	0	0
F2D	Autres dépôts reçus	0	0
F3A	Comptes d'emprunts	18.172.988.096	11.015.915.506
F3E	Emprunts à moins d'un an	0	0
F3F	Emprunts à terme	18.172.988.096	11.015.915.506
F50	Autres sommes dues aux institutions financières	0	0
F55	Ressources affectées	0	0
F60	Dettes rattachées	111.225.214	165.189.343
G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	18.747.257.334	14.268.611.700
G10	Comptes ordinaires créditeurs	13.954.174.161	6.018.983.936
G15	Dépôts à termes reçus	4.525.692.007	7.920.662.510
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	170.954.433	213.963.564
G30	Autres dépôts de garantie reçus	0	0
G35	Autres dépôts reçus	0	0
G60	Emprunts	0	0
G70	Autres sommes dues	0	0
G90	Dettes rattachées	96.436.733	115.001.690
H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	915.814.300	694.417.093
H10	Versements restant à effectuer	0	0
H40	Créditeurs divers	894.915.582	688.139.917
H6A	Comptes d'ordre divers	20.898.718	6.277.176
H6B	Comptes de liaison	0	0
H6C	Comptes de différences de conversion	0	1 683 761
H6G	Comptes de régularisation passif	1.313.280	0
H6P	Comptes d'attente - passif	19.585.438	6.277.176
K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0
K20	Titres de participation	0	0
L01	PROVISIONS FONDS PROPRES ET ASSIMILES	6.859.424.482	5.430.554.818
L10	Subventions d'investissement		
L20	Fonds affectés	0	0
L21	Fonds de garantie	0	0
L22	Fonds d'assurance	0	0
L23	Fonds de bonification	0	0
L24	Fonds de sécurité	0	0
L25	Autres fonds affectés		
L27	Fonds de crédit	0	0
L30	Provision pour risques et charges	137.350.135	0
L31	Provisions pour charges de retraite	0	0
L32	Provision pour risque d'exécution des engagements par signatures		
L33	Autres provisions pour risques et charges	137.350.135	0
L35	Provisions réglementées	0	0
L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyens et long termes	0	0
L37	Provision spéciale de réévaluation	0	0
L41	Emprunts et titres émis subventionnés	0	0
L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subventionnés	0	0
L45	Fonds pour risques financiers généraux		
L50	Primes liées au capital	700 000 000	700 000 000
L55	Réserves	45.083.223	0
L56	Réserve générale	45.083.223	0
L57	Réserves facultatives	0	0
L58	Autres réserves	0	0
L59	Ecart de réévaluation des immobilisations	0	0
L60	Capital	4.430.000.000	4.430.000.000
L61	Capital appelé	4.430.000.000	4.430.000.000
L62	Capital non appelé	0	0
L65	Fonds de dotation	0	0
L70	Rapport à nouveau (+ou-)	255.471.471.595	-195.639.575
L75	Excédent des produits sur les charges	0	0
L80	Résultat de l'exercice (+ou-)	1.291.519.529	496.194.393
L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	0	0
L82	Excédent ou déficit de l'exercice	0	0
L90	TOTAL PASSIF	45.594.660.405	31.578.042.985

BANQUE MICRORED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		2014	2013
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1.227.170.484	909.523.873
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	0	0
R1B	Organe financier	0	0
R16	Caisse centrale	0	0
R1D	Trésor public	0	0
R1E	CCP	0	0
R1F	Banques et correspondants	0	0
R1H	Etablissements financiers	0	0
R1I	SFD	0	0
R1K	Autres institutions financières	0	0
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	0	0
R1N	Dépôts à terme reçus	0	0
R1P	Dépôt de garantie reçu	0	0
R1Q	Autres dépôts reçus	0	0
R2A	Intérêts sur compte d'emprunts	1.103.972.330	883.205.771
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an	0	176.944.276
R2G	Intérêt sur emprunt à terme	1.103.972.330	706.261.495
R2R	Autres intérêts	0	0
R2T	Divers intérêts	0	0
R2Z	Commissions	123.198.154	26.318.102
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES BENEFICIAIRES OU CLIENTS	450.362.385	441.694.133
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	450.362.385	441.694.133
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	140.629.756	96.119.821
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	300.486.256	332.470.976
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	9.246.373	13.103.336
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus	0	0
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus	0	0
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues	0	0
R3Q	Autres intérêts	0	0
R3I	Commissions	0	0
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	7.199.801.475	5.902.330.918
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	1.677.532.869	1.351.218.006
	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	0	0
R4B		13.657.120	0
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	0	0
R4K	Charges sur opérations diverses	13.657.120	0
R4N	Commissions	0	0
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	39.087.423	25.550.602
R5C	Frais d'acquisition	0	0
R5D	Etalement de la prime	0	0
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R5G	Charges sur opérations de crédits de bail	0	0
R5H	Dotations aux amortissements	0	0
R5J	Dotations aux provisions	0	0
R5K	Moins- values de cession	0	0
R5L	Autres charges	0	0
R5M	Charges opérations de location avec option d'achat	0	0

BANQUE MICROCRED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		N-1	N
R5T	dotations aux amortissements	0	0
R5U	dotations aux provisions	0	0
R5V	Moins-value de cession	0	0
R5X	Autres charges	0	0
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	39.087.423	25.550.602
R6B	Pertes sur opérations de change	0	0
R6C	commissions	0	0
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	15.867.341	20.099.508
R6K	Charge sur engagements de financements reçus des institutions financières	0	0
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires	0	0
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières	0	0
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres bénéficiaires ou clients	10.182.644	6.978.923
R6S	Charges sur engagements sur titres	0	0
R6T	Charges sur autres engagements reçus	0	0
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	0	0
R6W	Charges sur les moyens de paiement	0	0
R6X	Autres charges sur prestation de services financiers	0	0
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	5.684.697	13.120.585
R7B	Moins -value- sur cession d'éléments d'actif	0	0
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière	0	0
R7D	Diverse charges d'exploitation financière	5.684.697	13.120.585
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NET	35.005.878	24.794.892
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	54.954.764	45.650.110
	MARGE D'INTERETS BENEFICIAIRES	7.199.801.475	5.902.330.918
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS		
	PRODUIT FINANCIER NET	7.179.852.589	5.881.475.700

BANQUE MICROCRED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		N-1	N
	ACHATS ET VARIATIONS-DE STOCKS		
R8G	Achats de marchandises	0	0
R8J	Stocks vendus	0	0
R8L	Variations de stocks marchandise	0	0
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	6.142.034.902	5.667.540.617
S02	FRAIS DE PERSONNEL	2.694.749.200	1.950.157.262
S03	Salaires et traitements	2.428.292.689	1.771.475.397
S04	Charges sociales	263.273.572	175.814.527
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	3.182.939	2.867.338
S1A	IMPOTS ET TAXES	312.886.555	376.002.917
S1B	Autres Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	70.670.082	52.912.315
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	242.216.473	323.090.602
S1D	Impôts directs	68.436.757	70.143.559
S1G	Impôts indirects	165.392.983	214.831.523
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	8.386.733	14.861.379
S1J	Impôts et taxes divers	0	23.254.143
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	0	0
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	1.483.422.250	1.475.906.979
S2B	Services extérieurs	448.102.371	359.419.819
S2C	Redevances de crédit-bail	0	0
S2D	Loyers	325.431.011	252.726.329
S2F	Charges locatives et de copropriété	1.657.000	250.000
S2H	Entretien et réparations	70.232.820	66.441.217
S2J	Primes d'assurance	27.550.369	19.394.789
S2k	Etudes et recherches	0	0
S2M	Frais de formation du personnel	13.339.115	18.791.104
S2L	Divers	9.892.056	1.816.380
S3A	Autres services extérieurs	1.016.193.244	1.112.844.075
S3B	Personnel extérieur à l'institution	118.019.972	88.572.634
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-7.907.162	305.163.456
S3E	Publicité, publications et relations publiques	61.570.949	74.293.178
S3G	Transports de biens	0	0
S3J	Transports collectifs du personnel	0	0
S3L	Déplacements, missions et réceptions	264.012.806	220.526.860
S3M	Achat non stockés de matières et fournitures	347.043.067	250.764.463
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	222.905.942	173.523.484
S3P	Divers	10.448.570	0
S4A	Charges diverses d'exploitation	19.126.635	3.663.085
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	4.586.171	3.643.085
S4D	Indemnités de fonction versées	0	0
S4I	Frais de tenue d'assemblées	0	0
S4K	Moins-value de cession sur immobilisations	0	0
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
S4M	Sur immobilisations financières	0	0
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière	0	0
S4Q	Produits rétrocédés	0	0
S4R	Autres transferts de produits	0	0
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	14.540.464	0
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATION	398.606.556	361.769.648
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir	0	6 415 860
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	398.606.556	365.353.788
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation		
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation	0	0
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours	0	0
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	0	0
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors d'exploitation	0	0
T6B	DOTATIONZS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1.252.370.341	1.503.703.811
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1.114.188.849	362.179.078
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	266.520.427	362.129.078
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	366.012.026	0
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de plus de 12 mois à 24 mois au plus	481.656.396	0
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actifs	0	0
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	137.350.135	0
T6J	Dotations aux provisions réglementées		
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	0	1.124.676.436
T6L	perles sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	831.357	16.848.297
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	22.585.704	26.331.489
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIURES	0	0
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	546.047.835	207.109.016
L80	EXCEDENT	1.291.519.529	496.194.393
T84	TOTAL CHARGES	9.748.332.723	7.794.043.671

BANQUE MICRORED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	PRODUITS	MONTANTS	
		N-1	N
V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	5.607.13	19.654.669
V1A	Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	15.607.13	19.654.669
V1B	Organe financier	0	0
V1C	Caisse centrale	0	0
V1D	Trésor public	0	0
V1E	CCP	0	0
V1F	Banques et correspondants	5.607.013	19.654.669
V1H	Etablissements financiers	0	0
V1I	SFD	0	0
V1K	Autres institutions financières	0	0
V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs	0	0
V1Q	Intérêts sur dépôts à terme constitués	0	0
V1R	Intérêts sur dépôts de garantie constitués	0	0
V1S	Intérêts sur autres dépôts constitués	0	0
V2A	Intérêts sur comptes de prêts	0	0
V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an	0	0
V2G	Intérêts sur prêts à terme	0	0
V2Q	Autres intérêts	0	0
V2S	Divers intérêts	0	0
V2T	Commissions	0	0
V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES BENEFICIAIRES OU CLIENTS	8.871.727.331	7.233.894.255
V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	5.821.310.593	5.172.392.605
V3G	Autres crédits à court terme	5.820.937.035	5.172.392.605
V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	373.558	0
V3N	Intérêts sur crédits à long terme	0	0
V3R	Autres intérêts	265.001.886	296.127.728
V3T	Divers intérêts	265.001.886	296.127.728
V3X	Commissions	2.785.414.852	1.765.373.922
	MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0
	TOTAL PRODUITS D'INTERETS	8.877.334.344	7.253.548.924
V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES	0	5 711 111
V4C	Produits et profits sur titres de placement	0	5 711 111
V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membre	0	0
V4E	Produits sur opérations diverses	0	0
V4F	Commissions	0	0
V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0
V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	0	0
V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation	0	0
V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	0	0
V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
V5H	Produits sur opérations de crédit-bail	0	0
V5J	Loyers	0	0
V5K	Reprises de provisions	0	0
V5L	Plus-values de cession	0	0
V5M	Autres produits	0	0
V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	0	0
V5P	Loyers	0	0
V5Q	Reprises de provisions	0	0
V5R	Plus-values de cession	0	0
V5S	Autres produits	0	0
V5T	Produits sur opérations de location avec option vente	0	0
V5V	Loyers	0	0
V5W	Reprises de provisions	0	0
V5X	Plus-values de cession	0	0
V5Y	Autres produits	0	0

BANQUE MICROCRED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTEL	PRODUITS	MONTANTS	
		N-1	N
V6B	Gains sur opérations de change	0	0
V6C	Commissions	0	0
V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	0	0
V6k	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières	0	0
V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, clients ou bénéficiaires	0	0
V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières	0	0
V6P	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	0	0
	Produits sur engagement sur titres	0	0
V6R	Produits sur autres engagements donnés	0	0
V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers	0	0
V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	0	0
V6V	Produits sur les moyens de paiement	0	0
V6W	Autres produits sur prestations de services financières	0	0
V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	35.005.878	19.083.781
V7B	Plus-values sur cession d'éléments d'actif	0	0
V7C	Transferts de charges d'exploitation financière	0	0
V7D	Divers produits d'exploitation financière	35.005.878	19.083.781
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	54.954.764	45.460.110
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	35.005.878	24.794.892
	MARGE D'INTERET DEFICITAIRE	0	0
	AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	19.948.886	20.855.218
	CHARGE FINANCIERE NETTE	0	0
	VENTES	0	0
V8B	MARGE COMMERCIALE	0	0
V8C	Ventes de marchandises	0	0
	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	835.992.501	515.699.815
W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	10.850	3.542.158
W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits valeurs similaires	0	0
W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues	0	0
W4G	Plus-values de cession	0	0
W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
W4j	Sur immobilisations financières	0	0
W4K	Revenues des immeubles hors exploitation	0	0
W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière	180.850	3.542.168
W4M	Charges refacturées	180.850	3.542.168
W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
W4P	Autres transferts de charges	0	0
W4Q	Autres Produits divers d'exploitation	0	0
W5O	PRODUCTION IMMOBILISEE	0	0
W5I	Immobilisation corporelles	0	0
W52	Immobilisation incorporelles	0	0
W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0	0
X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	78.058	0
X54	Reprises d'amortissements des immobilisations	78.058	0
X56	Reprises de provisions sur immobilisations	0	0
X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	835.903.593	512.157.647
X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	519.187.682	311.715.288
X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrances de 6 mois au plus	477.847.866	311.715.288
X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	41.339.816	0
X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0
X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actifs	0	0
X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	0	18 192 539
X6I	Reprises de provisions réglementées	0	0
X6J	Récupération sur créances amorties	316.715.911	182.249.820
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0
X81	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURES	0	0
X80	DEFICIT	0	0
X84	TOTAL PRODUITS	9.748.332.723	7.794.043.631

BANQUE MICRORED

BILAN AU 31 Décembre 2014

CODE POSTE	HORS BILAN	MONTANTS	
		N-1	N
	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT		
N1A	ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
N1H	ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
N1J	ENGAGEMENTS DONNEES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	0	0
N1K	ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	0	0
	ENGAGEMENT DE GARANTIE		
N2A	D'ordre des institutions financières		
N2H	Reçus des institutions financières	18.881.191.400	5.381.191.400
N2J	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients		
N2M	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
N3A	Titres à livrer		
N3B	Intervention à l'émission		
N3C	Marché gris		
N3D	Autres titres à livrer		
N3F	Titres à recevoir		
NRG	Marché gris		
N3H	Autres titres à livrer		
	ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES		
	OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT		
P1A	Francs CFA achetés non encore reçus		
P1B	Devises achetées non encore reçues		
P1C	francs CFA vendus non encore livrés		
P1D	Devises vendues non encore livrées		
	PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES		
P1E	Devises prêtées non encore livrées		
P1F	Devises empruntées non encore reçues		
	OPERATIONS DE CHANGE A TERME		
P1G	Opérations de change à terme francs cfa à recevoir contre devises à livrer		
P1H	Opérations de change à terme devises à recevoir contre FCFA à livrer		
P1J	Opérations de change à terme devises à recevoir contre devise à livrer		
P1K	Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir		
P1L	Report/dépôt non couru à recevoir		
P1M	Report/dépôt non couru à payer		
P1R	Intérêts non couru en devises couverts à recevoir		
P1S	Intérêts non courus en devises couverts à payer		
P1V	Ajustements devises hors bilan		
	AUTRES ENGAGEMENTS		
Q1A	Engagement donnés		
Q1B	Engagements reçus		
	OPERATIONS EFFECTUÉES POUR LE COMPTE DE TIERS		
Q1C	Valeurs à l'encaissement non disponibles		
Q1F	Comptes exigibles après encaissements		
Q1J	Comptes de suivi des engagements de financement consorciaux		
Q1K	Comptes de suivi des engagements de garantie consorciaux		
Q1L	Comptes de suivi des crédits consortiaux		
Q1M	Crédits distribués pour le compte de tiers		
N90	ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0